



MARCHE N°2025CYCPU0T17

**Petits travaux ponctuels de plomberie et services de
vérification et d'entretien**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

Pouvoir Adjudicateur :

CY Cergy Paris Université
33 boulevard du Port
95011 Cergy Pontoise Cedex

Représenté par :

Le Président de l'université,
Laurent Gatineau

Comptable assignataire :

L'agent comptable,
Madame Carole DOTTI

Table des matières

PREAMBULE.....	4
Article 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Forme du marché	4
1.3 Allotissement.....	4
1.4 Sous-traitance.....	4
1.5 Durée du marché.....	5
1.6 Lieux d'exécution.....	5
Article 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 3. MODALITÉ D'EXECUTION DU MARCHÉ	6
Article 4. PRIX DU MARCHÉ	6
4.1 Répartition des paiements	6
4.2 Contenu des prix.....	6
4.3 Révision des prix.....	6
4.3.1 Formule de révision des prix	7
4.3.2 Modalité de révision des prix	7
4.3.3 Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuels.....	7
Article 5. CONDITIONS ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT	8
5.1 Avance	8
5.2 Mode de règlement du marché public et modalités de financement	8
5.3 Etablissement des factures	8
5.4 Délai global de paiement et intérêts moratoires	9
Article 6. CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS – PÉNALITÉS	9
6.1 Généralités	9
6.2 Pénalités diverses	10
6.3 Pénalités pour non-respect des formalités du Code du travail.....	10
6.4 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	10
6.5 Non-respect du délai de huit jours dans la remise des devis.....	10
Article 7. VÉRIFICATION ET ADMISSION	11
7.1. Vérification	11
7.3. Réception des travaux.....	11
7.4. Délai de garantie	11
Article 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

8.1.	Obligations générales	11
8.2.	Obligation de moyen et de résultat	12
8.3.	Obligation de collaboration	12
8.4.	Désignation d'un interlocuteur unique	12
Article 9.	ASSURANCES	12
Article 10.	CONFIDENTIALITE	12
Article 11.	RESILIATION DU MARCHÉ - EXECUTION PAR DEFAUT	13
11.1	Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre.....	13
11.2	Résiliation du fait du représentant du pouvoir adjudicateur.....	13
11.3	Résiliation pour mauvaise exécution	13
11.4	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	13
Article 12.	LITIGES ET JURIDICTION COMPÉTENTE	14
Article 13.	DEROGATIONS	14

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), CY CERGY PARIS UNIVERSITE est désignée sous l'appellation « CY ou l'université ».

Le candidat retenu est désigné sous l'appellation « le titulaire ».

Le présent marché est passé en application du Code de la commande publique - désigné « le Code » dans le présent document - regroupant les deux textes suivants :

L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (articles précédés d'un L.) ;

Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (articles précédés d'un R.).

Les parties contractantes sont :

- CY Cergy Paris Université représentée par son Président ;
- Le prestataire attributaire de l'accord-cadre, ci-après désigné le Titulaire.

Article 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet des interventions de plomberie regroupant les réparations, les modifications ou les rénovations d'installations existantes. Les installations relèvent du domaine des équipements sanitaires pour du collectif léger.

Les interventions concernent la réalisation de dépose, d'installation ou d'équipements sanitaire de toutes natures.

Les stipulations techniques du marché sont détaillées au sein du CCTP.

1.2 Forme du marché

Le présent marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire conclu à prix unitaires.

La partie à bons de commande (application du BPU), correspond aux prestations de dépannage et réparation des installations sanitaires. Les prestations sont décrites au sein du chapitre 2 du CCTP ;

La partie à bons de commande de l'accord-cadre suit les dispositions des articles R. 2162-13 et suivants du Code. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles et est exécutée, pour cette partie, au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles précités.

Le montant maximal annuel de l'accord-cadre est de 300 000 € HT, conformément à l'article R2162-4-1.

L'accord-cadre ne comprend pas de montant minimal.

1.3 Allotissement

Conformément à l'article L.2113-11 du Code, le marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés serait de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

1.4 Sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par CY Cergy Paris université.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché.

La présentation des sous-traitants est effectuée dans les conditions définies à l'article 11 du Règlement de consultation (RC).

1.5 Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter du 25 juillet 2025 ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une durée ferme de 12 mois, reconductible tacitement 3 fois, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction.

La décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, sera notifiée par voie dématérialisée via la « PLACE » ou par lettre recommandée avec accusé de réception au moins un (1) mois avant l'expiration de la période annuelle en cours.

Aucune indemnité ne sera accordée en cas de non reconduction du présent marché public.

1.6 Lieux d'exécution

Les lieux concernés par les prestations du marché sont décrits à l'article 2.7 du CCTP.

D'autres sites d'exécution pourraient être intégrés au marché. Le cas échéant, un avenant sera conclu afin d'ajouter ou supprimer un site.

Article 2. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX) :

- L'Acte d'attribution valant engagement et son annexe financière, le bordereau des prix unitaires (2025CYCPU0T17_BPU) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (2025CYCPU0T17_CCTP) ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (2025CYCPU0T17_CCAP) ;
- L'offre technique du titulaire y compris le cadre de réponse technique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux, issu de l'arrêté du 31 mars 2021.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le Cahier des Clauses Administratives Générales précédemment cité, bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent marché.

Toute documentation quelconque du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

En cas de divergences entre les documents détenus par les parties, seul les documents détenus par l'Université font foi.

Article 3. MODALITE D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le marché s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Article 4. PRIX DU MARCHÉ

4.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé au Titulaire du marché et à ses sous-traitants connus ou à déclarer ultérieurement, pour lesquels un acte spécial de sous-traitance sera établi.

4.2 Contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre seront réglées par application des prix mentionnés du BPU et le cas échéant sur les devis du titulaire.

En ce qui concerne les prix, ils sont fermes pour la première année puis révisables annuellement à chaque renouvellement de l'accord-cadre, dans les conditions fixées à l'article 4.3 du présent CCAP.

Pour les prestations de réparation et dépannage telles que défini dans le CCTP, le marché est traité à prix unitaires. Les prix sont ceux indiqués dans le BPU ou dans le catalogue du fournisseur pour le cas d'achat de pièces non présentes au BPU ainsi que dans les taux horaires et le coefficient de bénéfice et de marge.

Les prix tiennent compte de toutes sujétions nécessaires à l'exécution des prestations objet du présent marché, notamment toutes les dépenses résultant à quelque titre que ce soit de l'exécution du marché, les frais de déplacement et de transport, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations et, la main-d'œuvre, la fourniture et le remplacement de l'ensemble des consommables, les échantillons, les petites fournitures, les frais de stockage, les frais d'emballage, les échafaudages à toute hauteur et plateformes de travail, l'outillage, l'outillage à main et électroportatif, le transport de matériel, les équipements de protection et de sécurité individuels et de balisage de zones de travaux, de détournement de circulations, la fourniture et la mise en place de la signalétique informative et préventive, les vêtements de travail comportant le logotype ou la raison sociale du titulaire, le nettoyage des locaux, des parties communes, l'enlèvement des résidus et gravois qui proviennent de l'exécution des prestations, les frais d'aménagement et de repli, l'entretien, les dépannage et les réparations des matériels du titulaire, les droits et brevets qui pourraient frapper les fournitures et les procédés d'exécution, les mises à jour et l'utilisation des outils informatiques, les moyens de communication, les rédactions des documents, tous les frais d'études et essais, les plannings, les frais de plans, les présences aux convocations, les faux frais, les primes d'assurances, les impôts et taxes, les frais généraux, la rémunération du titulaire du marché, la marge pour risques et bénéfice, toutes les charges fiscales ou autres.

Aussi, en cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, de l'entrepreneur et de ses sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles, au moment de l'établissement des dites factures.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Le taux de TVA des factures afférentes au présent accord-cadre est celui applicable au moment de l'établissement des dites factures.

4.3 Révision des prix

La révision des prix s'opère en baisse comme en hausse.

4.3.1 Formule de révision des prix

Les prix du présent marché public seront réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix seront révisés à chaque reconduction du marché par référence à l'indice BT38 - Plomberie sanitaire (y compris appareils) (identifiant INSEE 001710972), par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times (In/Io)$$

Avec :

Pr = Nouveau prix révisé ;

Po = conditions de prix au moment de la date limite de remise des offres ;

In = Valeur connue de l'indice une année plus tard ;

Io = Valeur de l'indice au moment de la date de notification du marché.

4.3.2 Modalité de révision des prix

Les prix sont révisés de façon annuelle.

A chacune des échéances prévues ci-dessus, les prix unitaires de l'accord-cadre sont révisés sur demande écrite du Titulaire ou à l'initiative du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire s'engage à faire parvenir à l'université, par lettre recommandée ou par voie électronique à l'adresse marche@ml.u-cergy.fr avec accusé de réception le nouveau BPU avec un préavis de 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre.

Ces nouveaux prix font ressortir le pourcentage d'augmentation ou de minoration par rapport aux prix initiaux.

Si la demande est initiée par l'Université, elle s'engage à faire parvenir au titulaire sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE), le compte-rendu de l'évolution de l'indice de révision utilisé. Cette demande sera initiée au moins 2 mois avant la date de renouvellement de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la diminution du prix.

En cas de non-respect des délais de transmission, les tarifs seront tacitement reconduits pour la nouvelle période du marché.

Si le titulaire ou le pouvoir adjudicateur ne transmettent pas de proposition de nouveaux prix, les prix précédemment appliqués restent en vigueur jusqu'à la prochaine date de révision.

L'Université dispose d'un délai de 30 jours calendaires (la date portée sur l'accusé de réception faisant foi) pour accepter ou refuser les nouveaux prix unitaires. Au-delà de ce délai, le silence de l'administration ou du titulaire vaut acceptation des nouveaux prix.

Ces derniers sont annexés aux prix initiaux et prennent effet à compter de la date prévue pour l'application de la révision.

4.3.3 Hausse excessive des prix dans le cadre de la révision des prix annuels

Clause de sauvegarde :

L'établissement pourrait décider la résiliation sans indemnité de la partie non exécutée des prestations du présent marché si l'augmentation du prix, opérée dans le cadre de la révision de prix, excède les 5 % par rapport aux prix définis durant la période précédente.

Dans cette hypothèse, la décision de la résiliation comportera un délai de préavis afin d'entreprendre une nouvelle mise en concurrence.

Au cours de la période courant de la notification au titulaire de la décision de résiliation et la date d'effet de cette dernière, le prix ancien continue d'être pratiqué. Toutefois, l'établissement ne peut, durant cette même période, maintenir un rythme de commandes supérieur à celui observé sur une période comparable précédente.

L'université de Cergy-Pontoise dispose d'un délai de trente jours, à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs, pour faire connaître ses observations sur ceux-ci.

Article 5. CONDITIONS ET MODALITES DE REGLEMENT

5.1 Avance

Les conditions ne sont pas remplies pour le versement d'une avance.

5.2 Mode de règlement du marché public et modalités de financement

Les prestations seront financées dans le cadre du budget de l'Etablissement et feront l'objet d'un mandat administratif.

Le délai de paiement applicable au présent marché public est de 30 jours dès réception par le service acheteur de la facture établie par le prestataire.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat.

Les délais de paiement peuvent être suspendus dans les conditions prévues par la réglementation.

Les candidats sont en outre informés que le marché public sera conclu en euros.

5.3 Etablissement des factures

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les factures sont rédigées en français et exprimées en euros (€).

Elles sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du marché public ;
- Les prestations réalisées ;
- Le montant HT ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- La date de facturation ;
- Le SIRET de l'université ;
- Les informations fiscales de chaque partie (numéro de TVA du créancier et de CY).

Facturation électronique :

Conformément au Code de la commande publique, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions des articles D.2192-1 et suivants du Code.

Le titulaire a plusieurs possibilités :

1 - Envoyer sa facture à partir d'un système tiers :

- Par transfert de fichier (en mode EDI) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
- En utilisant des web services (en mode API) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service).

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

2 - Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://choruspro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir sa facture directement sur le portail Chorus Pro.

Pour déposer la facture sur le portail Chorus Pro, il est nécessaire de renseigner les éléments suivants : numéro SIRET de l'établissement (CY Cergy Paris Université : 130 025 976 00015) et n° d'engagement juridique (numéro du bon de commande SIFAC).

Important : Le numéro SIRET stipulé dans l'acte d'attribution valant engagement doit explicitement être identique à celui qui est utilisé pour permettre le dépôt des factures via le portail CHORUS PRO. Toute incohérence générera automatiquement un rejet des factures par l'agence comptable de CY CERGY PARIS UNIVERSITE.

5.4 Délai global de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement applicable au présent marché est de 30 jours dès réception par l'établissement de la facture établie par le prestataire et après vérification du service fait.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour du calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, dont le montant est fixé à 40 €.

Article 6. CONDITION D'EXECUTION DES PRESTATIONS – PENALITES

6.1 Généralités

Les pénalités sont cumulables et non plafonnées. Par dérogation à l'article 19 du CCAG-TRAVAUX, il sera fait application des pénalités suivantes sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'ouvrage des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription

au plus tard le lendemain. Elles seront déduites des situations mensuelles. Concernant les pénalités de retard, ces dernières commencent à courir à compter du lendemain de la date d'expiration du délai de réalisation de la prestation.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

6.2 Pénalités diverses

Description	Pénalités
Retard dans l'exécution des travaux	200 € HT/jour
Retard dans la levée d'observation lors des visites de chantier	100 € HT/jour
Retard dans la production de documents en cours de chantier	200 € HT/jour
Retard dans le repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	150 € HT/jour
Remise tardive des documents fournis après exécution	200 € HT/jour
Retard pour la levée de réserves	150 € HT/jour
Absences diverse	100 € HT/jour
Retard sur le nettoyage et la remise en état des zones en chantier	100 € HT/jour
Manquement aux obligations contractuelles	100 € HT/infraction
Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé	500 € HT/jour

6.3 Pénalités pour non-respect des formalités du Code du travail

En cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, le titulaire subira une pénalité égale à 10 % du montant du contrat.

Toutefois le montant de cette pénalité ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5. En cas d'absence de régularisation, le contrat peut être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

6.4 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants de la réglementation relative à la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité, égale à 500,00 € par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues au titulaire, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 52 du CCAG TRAVAUX.

6.5 Non-respect du délai de huit jours dans la remise des devis

En cas de non-respect du délai de remise des devis, l'Université se réserve le droit de faire appel à un tiers pour l'exécution des travaux.

Toute différence de prix constatée chez le concurrent serait alors imputée au titulaire.

Article 7. VERIFICATION ET ADMISSION

7.1. Vérification

Les opérations de vérification auront lieu au fur et à mesure de la réalisation de la prestation et seront effectuées en présence :

- du responsable du service ou d'un représentant signé par la Direction du Patrimoine Immobilier ;
- du Titulaire du marché ou de son représentant dûment habilité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles complémentaires notamment dans le cadre des examens préalables à la réception effectuée selon les modalités prévues à l'article 41 du CCAG-Travaux. Si ces contrôles révèlent des défaillances, les réparations et les nouveaux contrôles seront à la charge du titulaire défaillant jusqu'à obtention de résultats conformes.

7.3. Réception des travaux

Sauf disposition contraire dans le CCTP, la réception des travaux est organisée par les articles 41 et suivants du CCAG-TRAVAUX.

Il est précisé que le total achèvement des ouvrages prévus au marché est le préalable indispensable à la réception des travaux. L'entreprise titulaire doit lever toutes les réserves émises par le contrôleur technique avant et pendant le chantier. Les réserves émises dans le rapport final sont considérées comme des réserves de réception et doivent être levées par les entreprises dans les 15 jours après réception du procès-verbal de réception.

Le cas échéant, des modalités particulières de réception sont précisées dans le CCTP.

7.4. Délai de garantie

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG TRAVAUX, le délai de garantie de parfait achèvement est d'un an à compter de la date de réception des travaux sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG TRAVAUX.

Article 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligations générales

Le titulaire est seul responsable de l'organisation du travail, de la discipline, du respect des consignes et de l'efficacité de son personnel.

Il fournira, sous la responsabilité de son personnel, le matériel, l'outillage et les produits nécessaires à la bonne exécution de son travail.

Le titulaire est responsable des contrats de sous-traitance qu'il pourra passer avec l'accord écrit de l'université pour des prestations spécifiques dont il ne saurait assurer lui-même la parfaite réalisation avec son personnel.

Il assume donc seul pendant la durée du contrat, devant l'Université et chaque tiers, l'entière responsabilité liée à l'exécution des prestations pour lesquels il est engagé.

Le titulaire est tenu de se conformer aux normes et aux règlements en vigueur dans chaque bâtiment pour l'exécution des prestations qui lui incombent.

Le titulaire sera tenu de prendre les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel, à celui de l'Université et aux usagers des bâtiments.

Le titulaire s'engage à ne faire intervenir que du personnel en situation régulière vis à vis du code du travail.

Le titulaire devra communiquer, à la demande de l'Université, les déclarations justifiant la situation régulière de son personnel.

8.2. Obligation de moyen et de résultat

Le titulaire s'engage sur une obligation de résultat pour toute action placée sous son entière responsabilité (livraison, installation, fonctionnement).

Le titulaire s'engage sur une obligation de moyen pour toute action dont le déroulement n'est pas placé sous sa responsabilité.

8.3. Obligation de collaboration

Les parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations contractuelles. Le titulaire est soumis à une obligation de collaboration avec l'équipe du pouvoir adjudicateur.

Il s'engage à maintenir un dialogue permanent avec l'ensemble des intervenants concernés et à communiquer au pouvoir adjudicateur toutes les difficultés dont il pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de la réalisation de ses prestations, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la réussite du marché.

8.4. Désignation d'un interlocuteur unique

Le titulaire doit désigner un interlocuteur unique comme son représentant, afin de veiller à la bonne exécution des prestations pendant toute la durée du marché. L'interlocuteur unique doit disposer de pouvoirs lui permettant de prendre au nom et place de l'entreprise, toutes les décisions utiles et de donner à son équipe les ordres en conséquence.

En cas de défaillance de l'interlocuteur unique désigné, le remplaçant doit alerter la maîtrise d'ouvrage sous 24 heures. L'intervenant unique reste disponible autant que de besoin avec les représentants de l'Université.

En cas de groupement d'entreprise, l'interlocuteur unique doit être le représentant de l'entreprise mandataire et ses cotraitants.

Article 9. ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG Travaux, le titulaire doit justifier, à la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le prestataire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G Travaux.

Article 10. CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. Ces obligations persisteront après l'exécution du marché.

CY Cergy Paris Université pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Article 11. RESILIATION DU MARCHÉ - EXECUTION PAR DEFAUT

11.1 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

Le présent accord-cadre peut être résilié en raison d'événements extérieurs au marché (conditions définies à l'article 50.1 du CCAG-TRAVAUX).

11.2 Résiliation du fait du représentant du pouvoir adjudicateur

Ce marché peut être résilié en raison d'événements liés au marché (conditions définies à l'article 50.2 du CCAG-TRAVAUX).

La résiliation du marché consécutive à un événement lié au marché n'entraîne aucune indemnisation en faveur du titulaire.

11.3 Résiliation pour mauvaise exécution

L'Université peut résilier le présent accord-cadre, pour faute ou aux torts exclusifs du titulaire (avec exécution à ses frais et risques) dans les cas suivants :

- Dans les hypothèses définies à l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX ;
- Si le titulaire ne respecte pas les obligations de confidentialité ;
- En cas de non-respect des obligations et/ou missions telles que définies dans les documents du marché.

Les modalités de résiliation sont définies par l'article 50.3 du CCAG-TRAVAUX.

Lors de mauvaises exécutions successives pour le même motif, le pouvoir adjudicateur est dispensé d'une nouvelle mise en demeure : il pourra résilier immédiatement le marché, quel que soit le délai écoulé entre la mise en demeure et la mauvaise exécution entraînant la résiliation.

Dans le cas où la résiliation est consécutive à une carence du Titulaire, ce dernier ne pourra en aucun cas prétendre à indemnité.

11.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 49 du CCAG-Travaux, le présent marché peut être résilié pour motif d'intérêt général, sans indemnisation, après information du titulaire dans un délai raisonnable.

La résiliation pour motif d'intérêt général ne peut résulter que d'un courrier exprès adressé au titulaire avec avis de réception.

Article 12. LITIGES ET JURIDICTION COMPÉTENTE

En cas d'échec de la procédure de conciliation définie par les articles R. 2197-1 et suivants du Code, le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise est seul compétent pour juger des litiges pouvant naître de l'application ou de l'interprétation des clauses du présent marché.

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise

2/4 Boulevard de l'Hautil

95000 CERGY-PONTOISE

Tél : 01.30.17.34.00

Fax : 01.30.17.34.59

Article 13. DEROGATIONS

Il est fait dérogation aux articles suivants :

L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-TRAVAUX.

L'article 6.1 du présent CCAP déroge à l'article 19 du CCAG-TRAVAUX.

L'article 6.4 du présent CCAP déroge à l'article 52 du CCAG TRAVAUX.

L'article 9 du présent CCAP déroge à l'article 9 du CCAG TRAVAUX.

L'article 11.4 du présent CCAP déroge à l'article 49 du CCAG- TRAVAUX.